

FRANCE ET ÉTATS-UNIS : LES ECHANGES RECULENT EN 2023 MAIS RESTENT A UN NIVEAU HISTORIQUEMENT ELEVE

Décembre 2024

La France et les États-Unis entretiennent des liens économiques très forts et mutuellement bénéfiques. Après un rebond exceptionnel des échanges commerciaux franco-américains à la sortie de la pandémie de Covid, qui a permis d'atteindre des niveaux records en 2022, ceux-ci reculent en 2023, en raison notamment du reflux des prix de l'énergie et de la baisse des exportations françaises de boissons et de paquebots de croisière. Les échanges bilatéraux se maintiennent toutefois à un niveau supérieur à celui observé avant la crise sanitaire.

UNE RELATION ECONOMIQUE DENSE

1. Les échanges de biens entre la France et les États-Unis s'élevaient à 97,0 Md€ en 2023, en baisse 11,3 % par rapport à 2022 (soit -12,4 Md€). D'après les chiffres des douanes françaises, tant les importations (-15,5 % à 51,8 Md€) que les exportations (-6,0 % à 45,2 Md€) reculent, pour toutes les principales catégories de biens. **Les échanges de services s'élevaient en 2023 à 70,4 Md€, en hausse de près de 2 %, excédentaires de 15,9 Md€ pour la France.** Les exportations françaises de services ont progressé de 1,7 % pour atteindre 43,2 Md€, tandis que les importations ont cru au même rythme à 27,3 Md€.

2. En 2023, les États-Unis sont le 4^e client de la France (derrière l'Allemagne, l'Italie et la Belgique), en recul d'une place, et son 5^e fournisseur, également en recul d'une place. Le solde commercial bilatéral, redevenu déficitaire en 2022 (-13,3 Md€) après 4 ans d'excédents, se résorbe partiellement pour s'établir à -6,6 Md€ en 2023.

3. Les exportations françaises vers les États-Unis ont été portées en 2023 par l'aéronautique (7,9 Md€, soit 17,6 % du total), les produits pharmaceutiques (4,1 Md€, 9,0 %) et les boissons (3,9 Md€, 8,7 %). Ces trois catégories de marchandises sont en recul par rapport à 2022, en particulier les boissons, dont les

exportations reculent de 20,6 %, soit 1 Md€. Outre les boissons, les navires, dont les paquebots de croisière (-1,3 Md€), et les produits pharmaceutiques (-650 M€) sont les catégories dont les exportations reculent le plus fortement. Les machines et équipements d'usage général, portés par la progression des exportations d'éoliennes, s'établissent à la 4^e place (2,7 Md€, 6,0 %), devant les parfums et cosmétiques (2,5 Md€, 5,5 %).

4. À l'importation, la France a principalement importé depuis les États-Unis des hydrocarbures (12,2 Md€, 23,6 % du total), des produits de la construction aéronautique (9,4 Md€, 18,2 %) et des produits pharmaceutiques (4,8 Md€, 9,2 %). Après avoir fortement augmenté en 2022 suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les importations d'hydrocarbures diminuent nettement en 2023, passant de 21,8 Md€ à 12,2 Md€. En particulier, les importations de gaz naturel liquéfié ont diminué de 15,9 Md€ en 2022 à 6,6 Md€ en 2023.

5. Tous les États américains contribuent à la relation économique bilatérale, à mesure de leurs poids économiques et de leurs spécialisations sectorielles. Ainsi, selon les données du BEA, **le Texas demeure le premier exportateur de biens vers la France, en dépit d'exportations en baisse (8 Md\$ en 2023, -37 % par rapport à 2022), principalement grâce à ses exportations de produits énergétiques, suivi pour les mêmes raisons par la Louisiane (4,2 Md\$, -23 % par rapport à 2022), puis l'État du Kentucky (3,7 Md\$).** En sens inverse, **l'État de New York (8,9 Md\$), le New Jersey (5,4 Md\$) et le Texas (4,7 Md\$) sont les trois principaux clients de la France aux États-Unis.** Plus de la moitié des échanges commerciaux franco-américains sont réalisés avec trois régions : Île-de-France (33,1 % des échanges), Auvergne-Rhône-Alpes (9,2 %) et Grand Est (9,0 %).

LES INVESTISSEMENTS CROISES SOUTIENNENT LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

6. Les investissements directs réciproques forment un élément majeur de la relation économique bilatérale. Selon le BEA, en 2023 (dernières données publiées) le stock d'investissements directs à l'étranger (IDE) français aux États-Unis représentait 370 Md\$ (soit 6,9 % du total des IDE entrants aux États-Unis). Le stock d'IDE français a augmenté de 1,0 % en un an. **La France a maintenu sa place en tant qu'investisseur de premier plan aux États-Unis, au 5^e rang.** La forte présence française est confirmée par l'analyse des flux d'IDE, **les nouveaux investissements français vers les États-Unis s'élevant en 2023 à 6,9 Md\$ (soit 4,7 % du total des flux d'IDE entrants aux États-Unis).** Réciproquement, les États-Unis sont le premier pays étranger investisseur en France en 2023, avec un stock d'IDE s'élevant à plus de 142,1 Md€ (Banque de France, par pays d'origine ultime). En 2023, les États-Unis représentaient 17 % des nouveaux projets d'investissements et près de 17 000 emplois directs créés ou maintenus (Business France).

Tableau : Classement des pays en termes de stocks d'IDE entrants aux États-Unis, en Md\$

	Stocks	... dont industrie manufacturière
<i>Japon</i>	783	376
<i>Canada</i>	750	69
<i>Allemagne</i>	658	303
<i>Royaume-Uni</i>	636	341
France	370	191
<i>Irlande</i>	351	210

Source : BEA, 2023, par pays de l'investisseur ultime (données sur l'industrie manufacturière sur la base des coûts historiques)

7. Les IDE croisés soutiennent un nombre important d'emplois. Les filiales des entreprises françaises employaient 741 200 personnes aux États-Unis (BEA, 2021, dernières données disponibles), ce qui place la France au rang de 5^e source étrangère d'emplois directs créés aux États-Unis. En 2022, les nouveaux IDE en provenance de France ont créé ou maintenu 11 000 emplois aux États-Unis. Réciproquement, **plus de 4 600 entreprises américaines employaient plus de 480 000 salariés en France en 2021 (Insee)**, soit la première source étrangère d'emplois en France. Les entreprises américaines investissent en premier lieu dans des activités de production, de centres de décision et de services aux entreprises.

8. Le secteur manufacturier représente à lui seul plus de la moitié des IDE français aux États-Unis. Ceux-ci étaient à l'origine de 213 600 emplois directs en 2021 (BEA, dernières données disponibles). Réciproquement, les entreprises américaines employaient 173 200 personnes dans le secteur manufacturier en France (BEA, 2021, dernières données disponibles).

Tableau : Les emplois associés aux IDE aux États-Unis en 2021, en milliers

	Emplois aux États-Unis	... dont industrie manufacturière
<i>Royaume-Uni</i>	1328,0	236,5
<i>Japon</i>	963,4	533,1
<i>Allemagne</i>	923,6	318
<i>Canada</i>	866,3	154,5
France	741,2	213,6

Source : BEA, 2021, par pays de l'investisseur ultime

9. Les implantations locales d'entreprises françaises et américaines jouent un rôle clé dans les exportations des deux pays. Les filiales françaises aux États-Unis exportent chaque année près de 27,3 Md\$ de biens depuis le sol américain vers des pays tiers (BEA, 2021).

UNE RELATION TOURNEE VERS L'INNOVATION

10. La R&D est au cœur de nos relations économiques. Les entreprises américaines sont la première source de dépenses de R&D étrangère en France avec 2,2 Md\$ (MESRI-SIES, 2021). En 2023, 16 % des projets d'investissement en R&D et ingénierie sont d'origine américaine (Business France). Réciproquement, les entreprises françaises ont financé la R&D américaine à hauteur de 5,1 Md\$ en 2021 (BEA).

11. Des échanges économiques très intenses dans les domaines de pointe. Les entreprises françaises sont historiquement très présentes aux États-Unis dans les domaines de haute technologie, liés notamment à la défense, à la sécurité, à la santé et à la biométrie. En outre, les États-Unis comptent 11 communautés French Tech, soit 16 % du total des communautés internationales. Selon l'AmCham, la chambre de commerce américaine en France, en 2023, 84 % des investisseurs américains considèrent favorablement ou très favorablement l'écosystème d'innovation français.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des États-Unis.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrielle.

Editeur :

Service Économique Régional des États-Unis
Ambassade de France aux États-Unis
4101 Reservoir Road, Washington, DC 20007

Directeur de la publication : Antonin Aviat

Rédigé par : Elliott Bernard

Revu par : Marc Brocheton